Solidarité avec le soulèvement populaire en Guyane !



Depuis plus d'une semaine, la Guyane est en ébullition. Huit ans après la grève générale aux Antilles (http://tendanceclaire.org/article.php?id=12), un autre territoire d'outre-mer se soulève. La situation économique et sociale de ce territoire français de 250 000 habitants au nord de l'Amérique latine est désastreuse. Hormis les milliards pour faire décoller les fusées à Kourou, l'État français laisse ce territoire à l'abandon. Plus de la moitié des jeunes sortent du système scolaire sans diplôme. Près d'un quart de la population active est officiellement au chômage. Les services publics sont sinistrés alors que la croissance démographique est très forte. Le commerce informel et les activités illégales (orpaillage, drogue, prostitution...) sont le lot de ceux qui luttent pour survivre. Alors que la Guyane regorge de forêts, la Guyane importe du bois, ce qui montre la faillite de son modèle économique, de dépendance extrême par rapport à la métropole. La Guyane ne produit pas grand chose, et la population survit tant bien que mal grâce aux aides sociales et à l'économie informelle.

L'insécurité prend des proportions délirantes avec un taux de criminalité 14 fois plus élevé qu'en métropole. C'est d'ailleurs cette question qui a été l'étincelle de l'explosion sociale. Le collectif des « 500 frères » (qui regroupent environ 300 personnes qui apparaissent cagoulés) a fédéré plusieurs structures protestant contre l'incapacité des pouvoirs publics à assurer une sécurité minimale pour les Guyanais. Ce n'est pas vraiment une émanation du mouvement ouvrier, mais ce sont eux qui ont déclenché le soulèvement avec leurs actions « coups de poing », pas l'Union des travailleurs guyanais (UTG) qui est pourtant l'organisation de masse du mouvement ouvrier, regroupant 37 syndicats. Des barrages se sont mis en place sur les principaux axes routiers. Les écoles et la plupart des administrations sont désormais fermées. Les stations service sont à sec. L'aéroport ne fonctionne plus. Petit à petit, les syndicats ont rejoint la mobilisation. Lundi 27 mars, l'UTG a donné le signal du début de la grève générale. Ce mardi, des manifestations gigantesques (compte tenu de la population) ont eu lieu : 10 000 à Cayenne et 4 000 à Saint-Laurent-du-Maroni selon la préfecture.

Le gouvernement a traité cette mobilisation avec un incroyable mépris. Il a refusé d'envoyer la ministre de l'Outre-mer sur place, exigeant comme préalable « le respect de l'ordre républicain » ! Que crève cet ordre républicain qui condamne la majorité de la population à la misère ! Par contre, un nouvel ordre s'esquisse, issu de la mobilisation et de l'auto-organisation de la population dans les quartiers, sur les

barrages. La puissance de la mobilisation a contraint le gouvernement à revoir ses plans : le ministre de l'intérieur et celle de l'outre-mer iront en Guyane ce mercredi. Alors que les conditions « n'étaient pas réunies » quelques heures auparavant (à cause des barrages, des cagoules, etc.), elles le sont soudainement devenues ! Il est temps en effet pour le gouvernement d'essayer d'éteindre l'incendie. Le gouvernement a déjà prévu de distribuer quelques millions, mais les Guyanais réclament un véritable plan de développement pour sortir du sous-développement, pas quelques enveloppes pour acheter la paix sociale ! Ils ont le droit à l'auto-détermination, de choisir s'ils veulent rester en France ou créer un État indépendant. Aujourd'hui, les idées indépendantistes sont largement minoritaires, mais une large majorité aspire à sortir du sous-développement et à rompre avec la dépendance économique vis-à-vis de la métropole.

Hamon affiche sa « solidarité » abstraite avec les Guyanais, mais il affiche surtout sa solidarité avec ce gouvernement qui « est au travail » affirme-t-il. Le Pen veut juste envoyer des flics supplémentaires en Guyane. Dupont Aignan célèbre les « 500 frères » pour mieux les opposer aux syndicats. Dans son meeting à Rennes dimanche, Mélenchon a longuement évoqué la Guyane, mettant l'accent sur « le renforcement des services publics, la règle verte ou encore la priorité à la santé et à l'éducation ». Poutou soutient la lutte des travailleurs guyanais et pointe les problèmes structurels de l'économie guyanaise : https://npa2009.org/communique/soutien-la-lutte-du-peuple-guyanais. Il explique que « *seule la mobilisation de l'ensemble de la société guyanaise (…) permettra d'aboutir à la victoire* ». La société guyanaise a des ressources et un patrimoine qui peuvent l'amener à combattre ce système capitaliste qui l'enferme dans la pauvreté et la dépendance. L'évêque de Cayenne explique dans « La Croix » ce mardi : « *Il faut rétablir une culture de partage de la richesse propre au « mayouri », qui s'oppose à l'individualisme occidental exacerbé. N'oublions pas que les sociétés premières de la Guyane ne vivaient pas selon le principe de la propriété privée. Avant que nous n'arrivions avec nos clôtures et nos permis de construire, personne n'était pauvre* ». Mais la société guyanaise n'est pas un tout homogène. Une minorité a intérêt au maintien de la structure coloniale de l'économie. Mais la grande majorité des travailleurs a intérêt à changer radicalement les structures existantes du pouvoir. Les bureaucrates de tout acabit vont inévitablement chercher à canaliser la colère dans les arcanes de la négociation et du compromis avec l'État. Comme nous tous, les Guyanais ont besoin d'un parti communiste révolutionnaire pour mener jusqu'au bout ce combat pour l'émancipation, c'est-à-dire jusqu'à la révolution et le renversement de toutes les structures capitalistes et impérialistes qui organisent l'exploitation et l'oppression des Guyanais.

Gaston Lefranc, le 29 mars 2017